



Thème 1 – L’impact des crises de l’après-guerre et l’affirmation des régimes totalitaires

Sommaire

Rappel du programme	2
Mise au point scientifique et problématique générale du thème	2
• Problématique générale du thème.	2
• Axes centraux du thème	3
Enjeux historiographiques	13
• Mise en perspective historiographique du sujet	13
• Un texte d’un historien contemporain italien, un texte d’un historien contemporain français.	18
Orientations pour la mise en œuvre	20
• Place du thème dans la scolarité des élèves et dans le programme de terminale Esabac	20
• Comment mettre en œuvre le thème avec les élèves ?	20
• Repères chronologiques France-Italie, 1924-1939.	26
Références bibliographiques et sitographiques	28
• Ouvrages spécifiques sur chaque axe	28

Rappel du programme

Objectifs du thème	<p>Ce chapitre vise à montrer l'impact de l'après-guerre, dont la crise de 1929, sur les sociétés, à souligner l'affirmation des régimes totalitaires et le défi qu'ils lancent aux démocraties.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les causes de la crise et ses effets, notamment le chômage de masse ; • les réponses à la crise en France et en Italie ; • l'affirmation et les évolutions des régimes totalitaires ; • l'évolution du régime fasciste à partir de 1925 et ses relations avec les autres régimes totalitaires ; • l'instabilité politique en France dans les années 1930. <p>Sujets d'étude possibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La bataille du blé et les Accords de Matignon, deux réponses à la crise. • Les interventions étrangères dans la guerre civile espagnole.
--------------------	---

Mise au point scientifique et problématique générale du thème

Problématique générale du thème

Premier thème de l'année de terminale, l'étude des crises de l'après-guerre et de l'affirmation des régimes totalitaires convoque potentiellement un nombre considérable d'événements, de notions et d'acteurs. Il convient dès lors de renoncer à toute recherche d'exhaustivité.

La mention des « crises » au pluriel, et de celle de 1929 notamment, invite à considérer à la fois la succession des crises économiques, mais aussi les dimensions sociales, politiques et morales que revêtent les crises héritées du traumatisme de la Grande Guerre. L'esprit de la section binationale invite à comparer la France à l'Italie. L'étude de l'Italie fasciste se prête de façon privilégiée à une analyse des crises de l'après-guerre, en particulier morale et politique, dont le fascisme, avant sa conquête du pouvoir, est un symptôme.

Le programme invite à étudier la France sous l'angle de la résistance économique et politique aux effets de la crise de 1929, en particulier le chômage. Il s'agit de souligner la résistance de la démocratie française, plus ancienne et solide que l'expérience libérale de l'Italie giolittienne, aux effets d'une crise polymorphe qui appellerait chez certains des solutions autoritaires nouvelles. La question est donc d'évaluer leur teneur et l'audience qu'elles reçoivent.

Les réponses économiques et sociales apportées à la crise dans les deux pays peuvent être abordées dans un sujet d'étude sur la bataille du blé menée par Mussolini et un autre sur les accords de Matignon de 1936.

L'autre défi est d'articuler le cas du fascisme italien avec les totalitarismes soviétique et nazi. Outre des temporalités et contextes différents, une mise au point historiographique et sémantique permet une approche comparative nuancée.

Le thème 1 suggère de considérer « l'impact des crises dans la montée des totalitarismes ». L'affirmation des régimes totalitaires conduit à étudier le lien entre la nature belliciste des régimes fasciste et nazi, qui souhaitent réviser l'ordre international issu de la Première Guerre mondiale, et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. On se gardera toutefois d'une approche téléologique.

La problématique générale serait donc : « **Dans quelle mesure l'accumulation des crises dans l'entre-deux-guerres favorise-t-elle l'émergence de régimes autoritaires d'un genre nouveau et qui contestent l'ordre mondial issu de la Première Guerre mondiale ?** »

Ce questionnement engage à confronter les totalitarismes et les démocraties qui entrent en concurrence dans ce contexte de crises multiformes. Tous les États sont bousculés par une crise économique tenace. Dans ce cadre, les régimes totalitaires cherchent à remettre en cause l'ordre issu du premier conflit mondial, dont les démocraties sont les garantes, le plus souvent dans une perspective de *realpolitik* qui n'exclut pas un certain rapprochement avec elles, singulièrement dans le cas de l'Italie mussolinienne. En tout cas, les exigences territoriales toujours plus fortes conduisent le monde à nouveau vers une guerre encore plus totale, qui est l'objet du thème suivant.

Axes centraux du thème

Des axes se dessinent, chacun apportant sa réponse à la problématique générale :

- la crise de reconversion d'après-guerre, le chômage de masse après le krach de 1929 comme défi social et surtout politique, les « recettes » anticrise ;
- l'opportunité pour les antidémocrates de se saisir de ces crises pour accéder au pouvoir ou le renforcer et mettre en place le totalitarisme, singulièrement en Italie ;
- le test que cette accumulation de crises, y compris celle de 1929, représente inversement pour les démocraties, au premier rang desquelles il convient d'étudier la France ;
- enfin, un axe de transition vers le thème 2 est proposé à travers les relations entre régimes totalitaires. Il est d'ailleurs suggéré de se saisir d'un sujet d'étude sur les interventions étrangères dans la guerre civile espagnole. Ce qui est aussi une possibilité de relier cet axe à celui portant sur la réponse des démocraties.

Axe 1 – France et Italie face au défi des crises dans l'entre-deux-guerres : la crise économique et politique

Problématique : Dans quelle mesure les défis posés par la crise de 1929 accélèrent-ils la montée des totalitarismes et fragilisent-ils les démocraties parlementaires ?

Il est difficile de séparer l'étude de la crise économique de la montée des extrémismes politiques. La crise des années trente est inédite par son ampleur et sa durée (jusqu'à la guerre), car elle est financière, industrielle, internationale, sociale et finalement politique. Elle se manifeste en Europe par l'instabilité monétaire et des mouvements de capitaux qui génèrent une pénurie de crédit. À son tour, celle-ci affecte toute l'économie et provoque une dépression caractérisée par une explosion du chômage. Il semble indiscutable que les premiers succès électoraux nazis aient reposé autant sur l'intimidation violente que sur la désespérance de la masse des chômeurs : « *Unsere letzte Hoffnung, Hitler* » dit l'affiche fameuse collée sur tous les kiosques d'Allemagne. Le pays est en effet exposé plus que tout autre au retrait des capitaux américains. En revanche, l'accès des fascistes au pouvoir en Italie et l'installation du communisme stalinien en URSS ont lieu avant la crise de 1929. René Rémond a rappelé que « le fascisme n'avait pas attendu la grande crise pour s'emparer du pouvoir, pas plus que

le parti national-socialiste n'était né de la crise de 1929¹. » Bien avant 1929, l'économie italienne souffre d'une crise de reconversion. Les aberrations de la collectivisation et de la planification stalinienne affectent quant à elles l'URSS, qui compte sur ses exportations pour se procurer des devises toujours plus rares. La question de l'influence de la crise de 1929 sur la montée du caractère proprement totalitaire de ces régimes, y compris pour une URSS qui ne fut jamais autarcique, demeure centrale².

Cet axe permet d'aborder la question d'une application de « recettes » économiques inédites. L'intervention de l'État en économie s'impose comme le sujet central. Dès lors, la réponse à apporter ne pouvait être que keynésienne, y compris avant la lettre, avec le *New Deal* américain. En attendant, la fébrilité des autorités doit avant tout être expliquée au regard de l'urgence sociale et bientôt politique que pose l'explosion du chômage.

La crise économique de 1929 évolue de façon pernicieuse en France. Ses effets ne se font sentir qu'en 1931-1932. La rhétorique sur la préférence impériale, célébrée lors de l'Exposition de Vincennes de 1931, donne l'illusion d'une bulle protectrice, comme si l'exclusif colonial pouvait mettre la France à l'abri d'une propagation transnationale des effets délétères d'une crise partie des États-Unis. Certes, la moindre exposition du secteur industriel français au commerce extérieur la protège en apparence. Elle ne l'immunise pas pour autant. La décision de maintenir un franc fort implique inévitablement une politique déflationniste longtemps poursuivie et même accélérée par le ministère Laval en 1935. La compression de la dépense publique a pour corollaire celle des recettes et de l'activité en général. Ainsi, la montée inexorable du chômage de masse oblige la classe politique à adapter son discours et ses programmes. En France, le chômage est certes moins massif qu'ailleurs, mais masqué par un considérable chômage partiel.

Très clairement, la crise de 1929 ouvre une période d'instabilité politique caractérisée par la succession rapide des gouvernements sous le régime parlementaire de la III^e République. La dépression qui s'enkyste ne manque pas d'infuser le mécontentement dans l'opinion et d'avoir des répercussions électorales. Il n'y a pas non plus de majorité stable dans le camp de gauche, sans cesse victorieux à partir de 1932, ni de sérieuse discipline de vote à la Chambre des députés. Dès que les effets du krach apparaissent de façon évidente, les gouvernements issus des élections de 1932, puis les radicaux au pouvoir en 1934 sont attaqués autant par les communistes que par la droite. Leurs convictions économiques divergentes minent leur alliance de l'intérieur. La volatilité des fidélités et des votes à la Chambre est délétère : elle empêche de voir durer les gouvernements. Idéologiquement favorable au partage des richesses, mais à condition que leur production reste dans le giron de la propriété privée, la position du parti pivot des majorités, le Parti radical, favorise le balancement des majorités tantôt vers la gauche (1934, 1936), tantôt vers la droite (1938). Pour l'opinion, elle trouble la perception de la direction dans laquelle le pays est gouverné, tant le malentendu entre les partis et l'électorat grandit. « La gauche sur laquelle est fondée la III^e République est devenue un mythe. Un mythe-force encore opérant les jours d'élections, face à la droite et à l'extrême-droite, mais sans lendemains constructifs. La gauche règne, mais ne gouverne pas » selon l'heureuse expression de Pierre-Jean Martineau³. Il y a donc une forme de tétanie du système démocratique en France, incontesté globalement, mais tout de même objet d'une frustration de la part de l'électorat. Trois temps

1. *L'Histoire*, 1983, n° 58.

2. Pour approfondir le cas particulier de l'Union soviétique dans la crise de 1929, voir Bernard Droz, Anthony Rowley, *Histoire générale du XX^e siècle. I : jusqu'en 1939 1. Déclins européens*, Paris (Seuil), 1986, p. 154-158.

3. Pierre-Jean Martineau, « Comment finissent les démocraties », *L'Histoire*, avril 2003, n° 275, p.54-57.

forts peuvent être retenus comme autant de tests de la solidité démocratique de la France, confrontée à la contestation de la représentation parlementaire : l'agitation des ligues d'extrême-droite avec l'émeute du 6 février 1934 (15 morts, 1 400 blessés) que contribue à déclencher l'affaire Stavisky⁴, l'échec du Front populaire en 1937-1938 comme tentative de renouveau politique et social et d'union durable des gauches, à laquelle succède l'urgence pour le gouvernement Daladier à prendre des décrets-lois.

Sur le plan politique, le danger pour la démocratie libérale se trouve aux extrêmes.

Le contexte politique en Italie puis en Allemagne donne des idées à différents mouvements d'extrême-droite français, tandis que l'obsession du « péril rouge » communiste reste vive. L'extrême-droite est une nébuleuse : les Jeunesses patriotes, le Francisme, la Fédération nationale des contribuables, l'Union nationale des combattants, les très disciplinées Croix-de-Feux du lieutenant-colonel François de La Rocque, etc. Ses idées, socialement revanchardes, xénophobes et antisémites sont véhiculées par une floraison de journaux comme *Gringoire*, *Candide*, *L'Action française* ou *Je suis partout*. Elles trouvent un écho chez de nombreux élus des partis de la droite classique qui en canalisent cependant la dynamique éruptive. Mais ce n'est pas toujours le cas, comme l'illustre l'affaire Salengro : une rumeur calomnieuse lancée par l'extrême-droite par voie de presse accuse le ministre Roger Salengro d'avoir déserté en 1915, ce qui le conduit au suicide. *L'Action française* représente la frange antiparlementaire la plus radicale par son monarchisme intégral, mais elle est élitiste. Autour d'elle gravitent opportunément des sympathisants du fascisme comme Solidarité française. Le nombre de leurs membres est anecdotique. Le catholicisme du colonel François de La Rocque, sa réflexion sur le vote élargi aux femmes — épouses et mères — et son absence de bellicisme l'éloignent de pareilles comparaisons. Il refuse d'ailleurs de forcer la Chambre lors de l'émeute du 6 février 1934 car il répugne à franchir le seuil de l'illégalité par le renversement des institutions, assimilé à une véritable trahison patriotique. Il ne peut ni ne veut incarner la direction d'une extrême-droite condamnée par des tiraillements idéologiques irréconciliables. Les Croix-de-Feu s'opposent ainsi à la tentative de Jacques Doriot de constituer un « Front de la Liberté » en 1937. On apprend d'ailleurs un an plus tard que Mussolini finance largement le Parti populaire français (PPF) de ce dernier, ce qui fait scandale y compris à l'extrême-droite. Il ne faudrait pas exagérer la fascination de la droite française pour les expériences étrangères. Son nationalisme le lui interdit pour l'essentiel. Il n'y a pas en France de mouvement fascisant susceptible de grandir et de devenir un véritable parti de masses, porteur d'un projet totalitaire ou au moins suffisamment soutenu dans l'armée pour tenter l'instauration brutale d'une dictature. Après 1934, les plus déterminés à renverser la démocratie étaient les membres militaires du Comité secret d'action de la Cagoule, mais ils ne représentent qu'une faction peu nombreuse et leurs actions, en particulier les 15 et 16 novembre 1937, sont sans effets⁵. À l'exception de *L'Action française*, l'extrême-droite aspire finalement non à la fin des institutions de la III^e République mais à un renforcement du pouvoir exécutif. Elle se concentre sur la défense des classes moyennes au sein desquelles l'agitation sociale gronde depuis un moment, notamment dans les milieux paysans pénalisés par l'effondrement des cours et surtout chez les commerçants en révolte antifiscale (journées « boutiques fermées »).

4. Pour un panorama complet et synthétique : Bernard Hautecloque, *La République face à la rue. II (1929-1936) Les Journées de Février 1934*, Paris (éditions du Félin), 2023.

5. Frédéric Freigneaux, « La Cagoule. Enquête sur une conspiration d'extrême-droite », *L'Histoire*, octobre 1992, n° 159.

La précarité de l'emploi pousse tout au contraire les classes laborieuses à voter à gauche. Ainsi, la formation consécutive aux événements de 1934 d'un gouvernement d'union nationale ne permet aucunement de stabiliser la situation, ouvrant la voie au succès du Front populaire dirigé par le socialiste Léon Blum aux élections de 1936 et enfin permise par le soutien communiste. Les directives de l'Internationale sont en effet assouplies au point de rendre possible la participation du PCF à la formation d'une plus large majorité de gauche, car pour Staline, la lutte idéologique contre le fascisme passe alors au premier plan. Sur le plan économique, les divergences sont grandes entre marxistes défendant la planification étatique et radicaux attachés à la propriété privée et à la liberté d'entreprise. De ce fait, un compromis est conclu et se matérialise par de timides solutions keynésiennes. Elles sont peu éloignées dans leur esprit de la première philosophie du *New Deal* de Franklin D. Roosevelt. Elles sont aiguillonnées par des grèves et des occupations d'usines (mai-juin). **Les accords de Matignon** (7-8 juin 1936) donnent lieu à une tentative d'expansion du pouvoir d'achat par l'augmentation des salaires (jusqu'à 15 %), toutefois rognée par l'inflation. La semaine de travail des quarante heures est décidée et, trois jours plus tard, la loi généralisant les congés payés est votée. Ces mesures sont néanmoins sans effets sur la résolution de la crise économique. Le franc doit être dévalué (27 septembre). Politiquement, la situation reste précaire : les communistes ne participent pas au gouvernement, tandis que les divergences entre composantes de la majorité ne cessent de s'élargir et que les soutiens patronaux du Parti radical sont vent debout. Le chômage ne se résorbe pas car la semaine de 40 heures sans diminution de revenus entraîne une mise en concurrence sur les salaires, une compensation par des gains de productivité — mais plus sûrement par une diminution de l'activité — et un développement encore plus important du chômage partiel. Conjuguées, ces difficultés politico-économiques permettent le retour au pouvoir du centre-droit élargi aux radicaux, sous la direction d'Édouard Daladier, mais dont les préoccupations militaires orientent les ressources en direction d'un réarmement accéléré qui stimule l'activité dès 1938.

L'Italie connaît une violente crise économique de reconversion industrielle après 1918 qui a des effets politiques immédiats. La désignation de « la domination de l'impérialisme bancaire étranger » comme responsable fait largement recette bien avant la crise de 1929. Elle participe d'une xénophobie croissante, alimentée par ailleurs par le thème de la « victoire mutilée », dont la « trahison » des puissances capitalistes et libérales alliées est rendue responsable. Une large partie de l'opinion, dépassant largement la clientèle future du fascisme, se représente la jeune nation italienne comme d'essence prolétaire et paysanne.

Le professeur pourra s'appuyer sur le thème 4 de la classe de première pour réactiver et consolider l'étude de la période trouble appelée en Italie le « *Biennio rosso* » (1919-1920). Benito Mussolini a un passé d'activiste socialiste. La Première Guerre mondiale marque un premier revirement puisqu'il appelle à l'interventionnisme au contraire de ses camarades qui demeurent « neutralistes ». En mars 1919, le programme de San Sepolcro marque une nouvelle étape vers la naissance d'un mouvement, les « Faisceaux de combats », qui combine radicalité révolutionnaire (saisie des biens des congrégations religieuses), progressisme social (salaire minimum), et nationalisme assumé (création d'une milice nationale, retour de l'Italie sur la scène internationale, récupération de territoires sur l'Empire austro-hongrois, notamment dans les Balkans). Il s'allie, dès 1920, aux partis de droite, s'attirant ainsi le soutien fervent de la bourgeoisie que le « péril rouge » effraie, avant de fonder, le 7 novembre 1921, un nouveau mouvement : le Parti national fasciste. L'ambition de la conquête du pouvoir achève

l'évolution atypique de ce parcours : en novembre 1921, le nouveau Parti national fasciste, désormais allié aux partis de droite, s'attire le soutien de la bourgeoisie par la priorité qu'il donne à la lutte contre le « péril rouge ». Il n'est alors plus question d'équilibre dans le programme de gouvernement : les « Chemises noires » sont devenues le symbole d'un mouvement qui conserve son ambition « révolutionnaire », mais au service des intérêts d'une nation humiliée et non d'une quelconque internationale ouvrière. Surtout, le fascisme fait de la violence un levier de l'exercice du pouvoir, même lorsque la situation sociale s'apaise. Cette violence « assumée, exaltée et exposée » devient la clef de voûte du totalitarisme fasciste⁶.

La violence de la crise économique de reconversion, puis de celle de 1929, redouble la violence morale et physique héritée du conflit. Les fascistes sont-ils pour autant en mesure de proposer une solution efficace à la crise économique existante, aggravée par le krach de 1929 ? Ils arrivent au pouvoir sans programme économique clair. Le gouvernement fasciste s'essaie sans succès à une politique libérale déflationniste avec le ministre Alberto De Stefani (1922-1925). Son échec conduit à une phase opposée de retour au dirigisme. La question monétaire devient centrale. Autant pour des raisons de compétitivité que de prestige, les dirigeants souhaitent maintenir une lire forte. Cela est rendu difficile par la dislocation monétaire qui a suivi la guerre, mais l'objectif est atteint, cependant au prix d'une déflation draconienne. La dépendance aux exportations doit donc être urgemment réduite par le recours à un fort protectionnisme. Si la déflation entraîne une chute de la consommation qui sert cette ambition, elle n'est toutefois pas suffisante. Le maintien à un trop haut niveau de la lire dès 1927 se paye en sus en chute des exportations. Pour pallier ces déséquilibres, Mussolini engage alors des « batailles » économiques, dont la plus célèbre est celle dite « du blé ». Elle s'insère dans une politique de relance par les grands travaux d'infrastructures et d'urbanisme. Elle a des effets concrets et positifs : 50 % d'augmentation de la production, autosuffisance atteinte, bonification intégrale, par exemple de l'*Agro Pontino*, couvert de villes nouvelles et de champs cultivés (60 000 ha de marais drainés). Ces succès accréditent alors l'idée qu'une « autarcie » est possible. Ce thème entre en résonance avec le syndrome de la citadelle assiégée de plus en plus prononcé du régime. La crise de 1929 a pourtant des répercussions rapides dans la péninsule : chute drastique des exportations, inévitable maintien de coûteuses importations de matières premières et énergétiques, chômage massif (1,3 million de chômeurs en 1933, soit un quadruplement par rapport à 1929), compétitivité enrayée par une lire dévaluée à regret, secteur bancaire aux abois, faible consommation. Le pouvoir d'achat s'érode. La semaine de 40 heures, décidée deux ans avant la France, ne s'accompagne pas d'un maintien du salaire. L'État n'a d'autre choix que de suppléer les carences et d'investir, via la création de l'*Istituto mobiliare italiano* (1931) et l'*Istituto per la Ricostruzione Industriale* (IRI, 1933). Il s'assure aussi le soutien des milieux du capitalisme familial : Agnelli, Pirelli, Falck, Volpi, Cini et Donegani. **C'est un tournant important pour le régime qui, de même que pour sa relation avec l'Église, s'installe dans une posture conservatrice.** Celle-ci est en effet garante de ses soutiens financiers. Enfin, la mise en place du corporatisme est accélérée. Il s'agit, dans une troisième voie entre capitalisme et socialisme, de construire un modèle économique et social fondé sur la gestion directe de l'économie par les producteurs organisés par catégories professionnelles. Il est l'objet d'une loi en 1926, d'un ministère dédié et d'une organisation définitive en 1934 par l'institution de vingt-deux corporations dotées d'un statut juridique. En 1934, le dirigisme est complet. C'est aussi l'année où les effets de la crise se font le plus douloureusement sentir. La très coûteuse guerre

6. Voir Marie-Anne Matard-Bonucci, *Totalitarisme fasciste*, Paris (CNRS éditions), 2018.

d'Éthiopie, suivie de sanctions économiques internationales, contraint de mettre définitivement l'économie sous tutelle pour servir l'effort de guerre. En effet, le stimulus keynésien que représentent les dépenses publiques militaires provoque un retour de l'inflation. Un fort déséquilibre des comptes s'ensuit. L'économie italienne, à l'instar de ce que pratique déjà l'Allemagne nazie, se retrouve en circuit fermé par la force des événements et se lance dans un processus inédit et inévitable de nationalisations. L'économie italienne recueille les premiers signes positifs de ce régime stabilisateur lorsque Hitler et Mussolini la précipitent à nouveau dans la tourmente en 1939. Il faut pourtant souligner que cette phase dirigiste permet de moderniser le pays, y compris le *Mezzogiorno*, et de lui donner les bases pour se reconstruire après 1945. Ce revirement dirigiste n'est donc pas le fait de la crise de 1929, qui sert plutôt d'accélérateur : « elle légitimait a posteriori les tendances au nationalisme⁷ ». Il fut donc davantage concomitant de l'établissement complet de la dictature en 1925.

Axe 2 – Affirmation et évolutions du totalitarisme, en particulier en Italie : le pivot des années 1924-1926

Problématique : Comment, compte tenu de l'évolution du contexte politique, l'Italie bascule-t-elle complètement dans la dictature en 1925 pour s'engager ensuite vers une expérience totalitaire ?

Cet axe est l'occasion de rappeler que c'est surtout l'indécision de la classe politique et le rôle ambigu du roi qui offrent à Mussolini l'occasion de mettre en place un régime totalitaire. En effet, le fascisme ne s'empare pas tant du pouvoir que l'on consent à ce qu'il y accède. Différents jalons peuvent être posés dans cette affirmation du totalitarisme fasciste.

Dans un premier temps, le contrôle fasciste du pouvoir n'est pas garanti, entre la Marche sur Rome de 1922 et le scandale du rapt suivi de l'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti, entre juin et août en 1924. Le réquisitoire du député socialiste Matteotti contre le PNF a en effet provoqué son enlèvement immédiat et son élimination par les squadristes.

Dans un deuxième temps, la réaction et les mesures prises en 1925 consacrent la dictature *tout court* et la fin de la « dictature légale⁸ ». En effet, la réaction libérale surprend Mussolini. La politique de la chaise vide d'une opposition « retirée sur l'Aventin », selon l'expression utilisée par les députés eux-mêmes, en référence à un épisode fameux de l'histoire de la République romaine, le réveil de l'opinion, scandalisée par cet assassinat, obligent le président du Conseil à agir selon ses méthodes habituelles. Il intimide la presse et la classe politique en laissant libre cours à une vague de violences inédite des squadristes, couverte par une justice aux ordres.

Dans un troisième temps, certaines réactions brutales (attentat commis par le député socialiste Zamboni en novembre 1925) servent de prétexte à l'interdiction progressive des autres partis politiques. Les lois « fascistissimes » de novembre 1926 éliminent les dernières libertés démocratiques. Surtout, elles institutionnalisent la répression squadriste par la création de l'*Opera di Vigilanza per la Repressione dell'Antifascismo* (OVRA) et une justice inféodée à travers le Tribunal spécial de défense de l'État. Dès

7. Bernard Droz, Anthony Rowley, *op. cit.*, p. 138.

8. Pierre Milza, « Les Italiens ont-ils adhéré ? La question du consensus », *L'Histoire Collection*, janvier-mars 2022, n° 94, p. 109-113.

lors, Mussolini cumule les fonctions (chef du gouvernement, ministre, secrétaire d'État). Il n'est plus responsable que devant le roi. Il jouit de l'initiative des lois et peut légiférer par décrets-lois. Le pouvoir fasciste peut alors entamer sa marche vers l'établissement d'un régime totalitaire (voir Enjeux historiographiques). Giovanni Gentile tente d'enrichir le corpus idéologique à travers le *Manifesto degli intellettuali fascisti* (1925) et surtout en animant l'*Istituto fascista di cultura* et l'*Enciclopedia italiana*, qui fut suffisamment ouverte aux débats pour crédibiliser une véritable ambition intellectuelle du fascisme tout au long du *Ventennio*. Il cherche, avec Mussolini comme coauteur, dans la *Dottrina del fascismo*, en 1930, à lui donner une cohérence qui en fasse un véritable projet totalitaire. Giuseppe Bottai, également en charge de l'Instruction à partir de 1936, anime la revue *La Critica fascista* et se considère comme l'un des rares idéologues du régime, justifiant la violence politique, l'autarcie, la conquête coloniale, les lois raciales, etc. Le fascisme a véritablement à travers eux l'ambition de transformer la société italienne⁹.

Enfin, dans un dernier temps, le régime dispose des moyens d'imposer un projet totalitaire. Ce dernier consiste en l'avènement d'un État conduit par un parti unique, en charge d'un projet de transformation anthropologique se fixant pour tâche essentielle la formation d'un « homme nouveau ». Au cœur du problème réside la question du racisme et de l'antisémitisme du fascisme. Le racisme ne fait aucun doute dès les origines du fascisme, ne serait-ce que dans l'expression de son nationalisme, mais surtout dans son projet colonial et ses justifications classiques : mission civilisatrice d'une race prétendument supérieure et prestige de la domination impériale reprenant l'héritage de la Rome antique. En revanche, l'antisémitisme fut officialisé tardivement (*Manifeste de défense de la race*, 1938). La première publication de la revue *Difesa della razza* date de la même année. C'est en fait de l'intensité idéologique et de son application concrète dont les historiens ont plutôt débattu. Catherine Brice indique clairement qu'il y eut « un fossé entre la lettre de la loi et son application », récusant le terme de persécution ouverte¹⁰. Les Italiens juifs n'en furent pas moins exclus, contraints à l'émigration, persécutés parfois jusqu'à l'assassinat et déportés par milliers vers les centres d'extermination. Sur 50 000 Italiens de confession juive, de 7 000 à 8 000 sont déportés, dont près de 6 000 périssent. On constate que le régime fait de son antisémitisme une priorité à partir des années 1937-1938. Il faut donc bien qu'en 1937, certains impératifs intérieurs, mais aussi de politique étrangère, convainquent Mussolini de mettre pleinement en œuvre la persécution¹¹. Pour autant, le régime fasciste est gêné dans l'application des lois raciales par une population rendue réticente car profondément imprégnée de morale chrétienne, considérant les juifs d'Italie, pleinement assimilés, comme des compatriotes. Le régime se sent obligé d'argumenter sa position et ce fut le *Manifesto degli scienziati razzisti* du 14 juillet 1938, en prélude au décret-loi du 17 novembre. Ce dernier instituait sans ambiguïté un

9. Dans l'explication faisant du fascisme une voie de sortie sans issue du processus unitaire, Renzo De Felice (*Mussolini*) a isolé la filiation du fascisme avec le *Risorgimento* à travers son idéal national-jacobin. Il était en même temps nationaliste et révolutionnaire, du moins avant d'accéder au pouvoir.

10. Catherine Brice, *Histoire de l'Italie*, Paris (Hatier), 1992.

11. Mussolini était pleinement conscient des conséquences funestes de ses décisions, comme en atteste sa confiance à l'industriel Alberto Pirelli au sujet des déportations allemandes d'Italiens juifs en novembre 1942 : « Ils les font émigrer... vers l'autre monde. » Michele Sarfatti et Renzo De Felice ont fait le point précisément sur cette question : M. Sarfatti, *Mussolini contro gli ebrei. Cronaca dell'elaborazione delle leggi del 1938*, Turin (Zamorani), 1994 ; R. De Felice, *Storia degli ebrei italiani sotto il fascismo*, Turin (Einaudi), 1972. Pour résumer leurs conclusions, ils font de Mussolini un antisémite par opportunisme et sans scrupules. En 1929, ce dernier pouvait encore catégoriquement affirmer : « *Gli ebrei sono a Roma dal tempo dei Re [...] Erano cingantamila ai tempi di Augusto e chiesero a piangere sulla salma di Giulio Cesare. Rimarrano indisturbati* ». En 1932, année de sa rupture avec sa maîtresse et mentor juive Margheritta Sarfatti, il confirmait au journaliste Emil Ludwig : « L'antisémitisme n'existe pas en Italie [...] les Juifs italiens se sont toujours bien comportés comme citoyens et comme soldats, ils se sont bien battus ».

antisémitisme et un racisme d'État, et en stimulait la promotion par voie de presse à travers l'action de Manlio Morgagni à la tête de l'agence de presse nationale *Stefani*, à commencer par *Il Popolo d'Italia*, *Cremona nuova*, *Il Tevere*, *Il Telegrafo*, etc.¹² Le régime s'aperçoit aussi qu'il se prive de forces vives et qu'il n'en a pas forcément les moyens (exil d'Enrico Fermi en 1939), et ceci, jusque dans ses propres rangs, avec l'opposition déterminée de l'aviateur Aldo Finzi, qui rejoint les Partisans après 1938 et le paie de sa vie.

Concernant l'ambition ultime de forger l'« homme nouveau », le régime fasciste fait somme toute preuve de souplesse idéologique. Il adopte une stratégie temporisatrice. Si le cas est similaire pour le nazisme (résistance des protestants à l'élimination des handicapés), voire le stalinisme (malgré la férocité de la déchristianisation, appel final au sentiment religieux dans la Grande Guerre patriotique), l'Italie fasciste fait face à un tout autre défi. Tout d'abord, les relations entre l'État unitaire italien avec un Saint-Siège désireux de recouvrer un pouvoir temporel, sont historiquement conflictuelles (*Non expedit* absolu jusqu'en 1913). Cet antagonisme risque de s'exacerber avec une Italie devenue fasciste. En effet, catholicisme et fascisme entrent en concurrence frontale comme porteur l'un et l'autre d'un projet de société. Au-delà de la signature des Accords du Latran en février 1929, c'est bien celle du Concordat qui démontre que le régime peut tactiquement reculer sur le contrôle total de la société. Il se disait sans doute que le temps long finirait par jouer en sa faveur dans une stratégie d'érosion progressive du contrôle du clergé sur les âmes au profit de l'endoctrinement fasciste.

Axe 3 – L'alliance des dictatures allemande et italienne, le pacte germano-soviétique : un défi lancé aux démocraties

Problématique : Comment expliquer l'axe Rome-Berlin ?

Expliquer un rapprochement qui au départ n'est pas évident (voir Enjeux historiographiques) est un axe important du sujet. L'Italie fasciste a un rapport fluctuant avec l'Allemagne nazie jusqu'en 1936 et la proclamation de l'Axe Rome-Berlin (1^{er} novembre). L'alliance devient définitive en 1939 avec la signature du Pacte d'acier (22 mai). Ce traité entre égaux concrétise dans la pratique une véritable subordination diplomatique et militaire. La signature du pacte germano-soviétique de non-agression, dit « pacte Ribbentrop-Molotov » (23 août) constitue aussi une surprise stratégique, tant un accord entre communisme et nazisme semble incongru.

L'Italie se distingue jusqu'alors par sa *realpolitik*. La dictature fasciste entretient longtemps une inclinaison au rapprochement avec les démocraties, dans la stratégie géopolitique évidente de faire pièce à l'hégémonisme allemand après 1933. Les velléités hitlériennes de domination de la *Mitteleuropa* heurtent les propres visées de l'Italie. Celle-ci réclame le retour des terres irrédentes slovènes et même au-delà. L'Italie mussolinienne est ainsi le seul pays qui masse des troupes pour empêcher les premières tentatives d'annexion allemande de l'Autriche (1934). Elle est aidée en cela par des déclarations publiques favorables parmi les élites politiques des pays démocratiques, en particulier britanniques (Lloyd George, Winston Churchill). Mussolini a calculé également à raison que la France et une Grande-Bretagne pleine d'égarés

12. Francesco Sacchi et Philip V. Cannistraro en ont mesuré la portée toute relative : F. Sacchi, *Fascismo e antifascismo*, Milan (Feltrinelli), 1962 ; P. V. Cannistraro, *La fabbrica del consenso - Fascismo e mass media*, Rome (Laterza), 1975.

n'opposeraient pas de résistance militaire à la conquête de l'Éthiopie. En avril 1935, la conférence de Stresa, tentative de rapprochement entre Italie, France et Royaume-Uni, a pu laisser penser à une certaine tolérance de la part des Français et des Britanniques. Les sanctions qu'ils font voter à la SDN fournissent certes le prétexte que cherchait Mussolini pour en sortir, mais ont un impact somme toute limité, qui, on l'a vu, renforce son projet autarcique. En 1938, les accords de Pâques avec la Grande-Bretagne actent au contraire la reconnaissance britannique de la position privilégiée de l'Italie en Afrique orientale. Le succès de la diplomatie fasciste est alors complet.

L'affaiblissement définitif des démocraties aux yeux de Mussolini se confirme lors de l'année 1936. Les preuves de leur pusillanimité s'accumulent, qu'il s'agisse de laisser-faire (dans la Corne de l'Afrique et dans la Rhénanie remilitarisée par les nazis) ou des hésitations sur la situation en Espagne. Le programme propose justement de se pencher sur **les interventions italiennes et étrangères dans la guerre civile espagnole (1936-1939)**. Cette étude permet effectivement de dégager l'une des causes de l'alliance avec l'Allemagne. Discernant l'occasion de réaffirmer la primauté en même temps du fascisme et de son pays, Mussolini prend contact dès 1934 avec les monarchistes du mouvement *Renovación* et formule la promesse ferme d'un éventuel soutien matériel. Il s'engage ensuite dans un interventionnisme résolu : le 18 novembre 1936, il reconnaît officiellement la junte militaire de Burgos tout en lui ouvrant de substantiels subsides financiers. Ce sont ensuite des avions italiens qui transportent fin juillet les troupes de Franco du Maroc en Andalousie. Puis en novembre Mussolini envoie des hommes en nombre, près du double des effectifs dont dispose Franco lui-même (de 50 000 à 70 000 selon les sources). Ce corps expéditionnaire (*Corpo Truppe Volontarie*) se compose d'unités interarmes sous commandement italo-franquiste et de matériel dernier cri en milliers d'unités. Face à la déferlante, Malaga est investie presque sans résistance dès février 1937. Ce test de crédibilité militaire impressionne Hitler. Ce dernier ne tarde pas à lui emboîter le pas, mais dans un objectif uniquement d'expérimentation de ses armements et techniques de combat (légion Condor). Dans l'autre camp, Staline fait de même, mais dans une perspective clairement idéologique, autant de lutte antifasciste que de chasse aux trotskistes. Le conflit a aussi pour Mussolini le mérite d'entraîner la nouvelle génération fasciste au feu, de se placer sur l'échiquier des grandes puissances, de témoigner de l'engagement du régime dans la lutte contre l'Internationale communiste et de démontrer le savoir-faire logistique, technologique et économique du régime. Les ambitions territoriales entrent aussi en ligne de compte, l'Italie lorgnant ouvertement sur les Baléares (occupation de Majorque) et Gibraltar. Cette dernière velléité lui aliène en revanche la bienveillance britannique. Le Duce doit également en rabattre lorsque ses troupes laissent 3 000 morts et invalides et nombre de matériels sur le champ de la bataille perdue de Guadalajara, dès mars 1937¹³.

Ce volontarisme tranche avec la prudence des démocraties. La France du Front populaire est paralysée par son alliance avec une Grande-Bretagne très circonspecte et surtout par le souci de maintenir dans la majorité parlementaire des radicaux farouchement hostiles à l'idée d'une intervention. Léon Blum est donc contraint d'officialiser sa politique de non-intervention en août 1936 et arrache bien tard, en février 1937, le soutien britannique pour lutter contre les sous-marins italiens qui attaquaient les convois neutres à destination des havres républicains, ce qui d'ailleurs facilite les dernières livraisons de matériel soviétique. Techniquement, le président du Conseil « relâcha » (c'est son mot) la position officielle de son gouvernement pour rendre les Pyrénées poreuses à un soutien matériel substantiel. De même, les

13. Guy Hermet, « La tragédie espagnole », *L'Histoire*, juin 1996, n° 200, p. 33.

courageuses initiatives individuelles et de considérables soutiens privés américains aux Républicains ne doivent pas être éludés. Cet appui non assumé a un effet diplomatique et symbolique désastreux. Publiquement, les démocraties perdent la face. Presque soulagées au moment où des périls autrement pressants s'accumulent à l'Est, elles reconnaissent rapidement et sans états d'âme la nouvelle réalité politique espagnole en 1939. Dès février, les accords Bérard-Jordana officialisent une reconnaissance en bonne et due forme, parachevée par la nomination de Philippe Pétain comme ambassadeur auprès du gouvernement de Franco : « La " farce " de la non-intervention a été l'exact pendant de la comédie des sanctions » de la SDN sur l'Éthiopie¹⁴.

La familiarité entre Mussolini et son gendre favorise enfin la germanophilie nouvelle du Duce, entérinée par le voyage de Berlin fin 1937 et la fameuse déclaration : « Quand le fascisme a un ami, il marche avec cet ami, jusqu'au bout ». Mussolini ne cesse de donner des gages, frappants au regard des postures précédentes, à commencer par son absence de réaction face à l'*Anschluss*, puis le rôle de médiateur ambigu joué à Munich la même année 1938. Enfin, la visite d'Hitler en Italie démontre la solidité de l'alliance. La signature des accords de Munich convainc définitivement le camp fasciste de la faiblesse des démocraties¹⁵.

Le prix à payer pour l'alliance avec l'Allemagne en valait-il seulement la peine ? En effet, Munich entérine l'abandon de l'Europe aux appétits territoriaux d'Hitler. Stratégiquement, Mussolini se place directement à la portée de l'Allemagne. Celle-ci était trop heureuse de détourner la Péninsule sur le terrain méditerranéen et colonial, d'un intérêt tout à fait secondaire pour le III^e Reich, à ceci près tout de même qu'il entravait opportunément la place qu'y tenaient les démocraties. Le Pacte d'acier (22 mai 1939) scelle cette alliance déséquilibrée qui conduit le régime sur la pente fatale d'une participation à un conflit général pour lequel il n'a ni intérêts ni surtout aucune préparation. Les historiens ont souligné que Mussolini n'envisageait l'entrée en guerre que vers 1942 et que c'est son alliance avec Hitler, plus impatient, qui a précipité un pays impréparé dans le conflit.

14. Bernard Droz, Anthony Rowley, *Histoire générale du XX^e siècle. I : jusqu'en 1939 2. La naissance du monde contemporain*, Paris (Seuil), 1986, p. 110.

15. Sur les relations entre Mussolini et Hitler, voir notamment : Pierre Milza, *Conversations. Hitler-Mussolini*, Paris (Fayard), 2013 ; Walter Rauscher, *Hitler und Mussolini, Macht, Krieg, und Terror*, Styria (Pustet), 2001, traduit en italien en 2004.

Enjeux historiographiques

Mise en perspective historiographique du sujet

Le premier thème de terminale permet de soulever avec les élèves des interrogations historiographiques toujours débattues et en partie renouvelées.

Le fascisme fut-il un totalitarisme ?

Le programme de l'Esabac invite à se fonder sur cet exemple pour illustrer la montée des totalitarismes, or la nature totalitaire du régime fasciste a fait l'objet de discussions. La question a été posée par Hannah Arendt qui y répond par la négative, dans *Les origines du totalitarisme* (1951), préférant pour le fascisme le qualificatif de dictature nationaliste. Elle est rejointe par Alberto Aquarone, qui précise que le régime est resté subordonné à l'État et n'a pas mis en place une véritable terreur de masse (*L'Organisation de l'État totalitaire*, 1965). Ce point de vue a été contesté par une nouvelle génération d'historiens, dont Bernard Bruneteau dans *L'Âge totalitaire. Idées reçues sur le totalitarisme*, 2011 (p. 58-62), mais surtout Emilio Gentile. Ce dernier a dénoncé l'indigence selon lui des sources de la philosophe et adhéré à l'idée de Raymond Aron d'une explication téléologique du caractère totalitaire du fascisme. Pour se faire une idée, il faudrait revenir aux fondamentaux de la définition du totalitarisme, puis du fascisme pour en déceler les correspondances. Certes, avec Arendt, Carl Friedrich et Zbigniew Brzezinski parvinrent à s'accorder sur la définition générale du phénomène totalitaire (*Dictature totalitaire et autocratie*), mais d'aucuns l'ont critiqué comme rigide et inapplicable en l'espèce :

1. Est totalitaire un régime qui a une idéologie officielle, absolue et indiscutable, proposant un programme de transformation radicale de la société, voire de l'être humain, qu'on l'appelle « homme nouveau », « *homo sovieticus* » ou « surhomme ». Il s'agit d'intégrer absolument la vie individuelle et collective à l'État. À ce projet politique tout est subordonné, y compris l'économie ;
2. au service de cette ambition sont mis en place une dictature à parti unique et un culte du chef charismatique ;
3. dans l'objectif de réduire la dissidence, est fait usage de la violence décomplexée et arbitraire (absence d'État de droit), servie par une terreur policière. Afin de convaincre, la mobilisation des masses est assurée par un encadrement institutionnel visant un contrôle et un endoctrinement depuis la base de la totalité de la société civile. Elle est doublée par une propagande permanente assurée par le monopole des moyens de communication ;
4. seul l'État peut assurer et assumer ce programme. Il doit pour cela se confondre avec le parti qui en est le gardien idéologique. Il peut alors s'insinuer dans la vie quotidienne de chacun. Cela constitue historiquement une nouveauté par rapport aux régimes autoritaires précédents. Le totalitarisme est un phénomène farouchement antilibéral, amoral car ne reculant ni devant la falsification de la vérité, ni la négation de l'autonomie de la conscience de chaque individu.

Pour sortir de cette grille de lecture *a posteriori*, critiquée comme trop rigide, les historiens ont été contraints d'évoquer au sujet du fascisme un totalitarisme « imparfait » ou « incomplet », invitant à enquêter sur ses origines et surtout ses

évolutions, ce que le thème 1 invite à faire. La participation du fascisme à l'apparition du totalitarisme vient de loin. Giovanni Amendola avait qualifié, pour le condamner, l'État fasciste de totalitaire, dès 1923 (*La democrazia italiana contro il fascismo* (1922-1924), publié en 1960). Le catholique social Luigi Sturzo, fondateur du Parti populaire italien (1919), parlait d'« État totalitaire » en le définissant avant tout par « une déification de la Nation » et une idéologie qui « ne tolère aucune discussion ni aucune limite : il veut être adoré pour lui-même », confirmant « la transformation totalitaire de chaque force morale, culturelle, politique, religieuse en une nouvelle conception : la conception fasciste » (*Pensiero antifascista*, 1925). La même année, le marxiste Lelio Basso reprenait le même qualificatif pour dénoncer le régime et son idéologie. Giovanni Gentile, tôt chargé du ministère de l'Instruction par le régime, essaya avec Mussolini de convaincre de l'ambition radicale de transformation sociétale du fascisme de manière positive en utilisant paradoxalement le même vocable : « *il fascismo riafferma lo Stato come la realtà vera dell'individuo [...] per il fascismo, tutto è nello Stato, e nulla di umano o spirituale esiste, e tanto meno ha valore, fuori dello Stato. In tal senso, il fascismo è totalitario, e lo Stato fascista, sintesi e unità di ogni valore, interpreta, sviluppa e potenzia tutta la vita del popolo* » (*Dottrina del fascismo*, 1930). La volonté totalitaire était donc revendiquée par les thuriféraires du régime ; fut-elle suivie d'effets ?

L'auteur italien qui a précocement le plus étudié la question est Renzo De Felice (décédé en 1996). Il est l'auteur d'une monumentale biographie de Mussolini, qui, même inachevée, a permis de dégager des tentatives d'explications. Sa méthode a cependant été critiquée par les historiens marxistes et les milieux issus de la Résistance pour avoir minoré les aspects économiques et sociaux et laissé l'impression d'une certaine indulgence vis-à-vis du Duce alors que le Mouvement social italien (MSI postfasciste) donnait des signes de vitalité électorale¹⁶. Du reste, la position de De Felice sur la nature totalitaire du fascisme a évolué. Il y souscrit finalement au début des années 1980, dans sa préface à l'édition française de sa biographie de Mussolini. Quoi qu'il en soit, De Felice a isolé des typologies du fascisme qui ont retenu l'attention de tous, tant son énorme travail archivistique a été mis à profit par les historiens :

1. le fascisme comme « maladie morale » de l'Europe – thèse que rejoint Johann Chapoutot à propos du nazisme (*La loi du sang. Penser et agir en nazi*, Gallimard, 2014) et qui s'inspire de la vision libérale de Benedetto Croce ;
2. le fascisme comme dégénérescence d'une unification nationale et d'une industrialisation trop tardives, orphelines d'élites bourgeoises en capacité d'imposer leur autorité sans l'appui conservateur ; thèse allant dans le sens de ce que pensait Piero Gobetti ;
3. le fascisme comme sous-produit d'un capitalisme en recherche de défense anti prolétarienne, interprétation d'essence marxiste dans la ligne d'Antonio Gramsci.

Sur les pas de George L. Mosse, Emilio Gentile a avancé une explication du fascisme comme phénomène culturel. Il s'agit sans doute de l'apport scientifique le plus adéquat pour insister sur le fait que le fascisme est un processus totalitaire. Il ne peut se résoudre à considérer le fascisme comme une simple réaction anti marxiste, mais plutôt comme « un phénomène politique doté de sa propre individualité historique ». En effet, le totalitarisme est davantage une expérience de fait, dans laquelle l'Italie se singularise¹⁷. Prudemment, il évoque une « voie italienne au totalitarisme » par sa

16. Didier Musiedlak, « Italie : la "révision" du fascisme », *L'Histoire*, décembre 1988, n° 117 ; Pierre Milza, « Le scandale De Felice », *L'Histoire*, septembre 1999, n° 235, p. 40.

17. Cette analyse du fascisme comme une expérience, évolutive et circonscrite à un contexte précis, préserve d'utiliser le concept de totalitarisme pour des régimes postérieurs au stalinisme voire très contemporains de notre époque.

tendance à la mise sous tutelle de l'État par le parti, la mise en place d'une « religion politique » mobilisant réellement les masses au service d'une transformation anthropologique révolutionnaire de nature à forger l'« homme nouveau ». Ce faisant, il répond par l'affirmative, et cette conviction que le fascisme était totalitaire n'a fait selon lui que grandir avec le temps, dans une sourde concurrence avec le catholicisme, malgré les gages politiques tactiques que représentent les accords du Latran (11 février 1929), vite effacés par l'encyclique *Non abbiamo bisogno* (29 juin 1931) contestant la « statolâtrie » de cette idéologie. De fait, E. Gentile insiste sur l'aspect central que représente le recours permanent au chef en parlant de « césarisme » cultivant un « mythe totalitaire » pétri de politique, de violence régénératrice (le « parti-milice ») et surtout de nationalisme radical à même de construire une communauté nouvelle forgée par un État omnipotent. Il s'agit cependant d'un mythe entretenu par le régime, mais dont il aurait réussi à persuader les masses en capitalisant, premièrement sur l'héritage culturel et philosophique fin-de-siècle pétri d'irrationalité et deuxièmement sur l'exaltation de l'expérience de la Grande Guerre¹⁸. Marie-Anne Matard-Bonucci propose une réflexion récente et originale (*Totalitarisme fasciste*, 2018). Elle aborde la question sous l'angle anthropologique, de la vie quotidienne et intime pour débusquer la nature totalitaire d'une idéologie mouvante, mais certainement violente, raciste et antisémite, qui n'eut pas besoin de l'inspiration nazie pour mettre en place dans ses colonies une domination et une répression génocidaires. Enfin, Frédéric Le Moal nous donne dans *Histoire du fascisme* en 2018, une synthèse générale qui insiste sur la diversité des sources d'inspiration du mouvement (notamment la Révolution française).

La réponse apportée au problème de l'appartenance pleine et entière du fascisme au totalitarisme n'est plus vraiment discutée. *A minima*, le fascisme fut donc un **totalitarisme incomplet** ou de moindre intensité. À l'origine, le fascisme est antibourgeois et révolutionnaire, avec pour idéal la transformation de la société vers l'édification de l'« homme nouveau ». Les moyens d'y parvenir furent progressifs et incomparablement moins suivis qu'en URSS et qu'en Allemagne. Le fascisme resta finalement tributaire du passé. Faire table rase ou non de ce dernier suscita un violent débat au sein du mouvement, qui devait parcourir toute son histoire sans qu'il ne soit jamais tranché. Le pragmatisme politicien de Mussolini mit tôt en veilleuse l'espoir de tout renverser. Pour reprendre les mots d'Emilio Gentile, le fascisme au pouvoir fut davantage un césarisme qu'une révolution politique et anthropologique. À tel point qu'il fut perçu par les élites traditionnelles qui le soutinrent comme une force conservatrice. Le malentendu persista, entretenu par le combat commun contre le communisme. Beaucoup, à commencer par les monarchistes, espéraient du fascisme le maintien du *statu quo*. Mussolini favorisa les premiers dans la mesure où il ne pouvait se passer de leur soutien. La frange révolutionnaire du fascisme tint sa revanche dans l'aventure de la République sociale (1943-1945), mais il était trop tard pour que ce régime fantoche aux abois, occupé à lutter contre les Partisans, obtînt quelques résultats. Le consensus qui aurait permis d'amorcer la transformation totale de la société se résumerait plutôt à une popularité inconstante. Pour en entretenir l'illusion, un décorum festif et pompier fut déployé à outrance, espérant servir d'atours à une « religion politique et laïque ». C'est la fameuse dimension liturgique de l'« esthétisation de la politique » décrite par Walter Benjamin¹⁹. Certainement en vain dans le cas italien, tant son pouvoir de conviction semble discutable au regard des résultats obtenus et de la superficialité de la pénétration de l'idéologie fasciste, concurrencée par des siècles de morale chrétienne et abandonnée sans peine après-guerre. Les moyens consentis à l'ambition totalitaire de transformer la société

18. Emilio Gentile, *Fascismo. Storia e interpretazioni*, Rome-Bari (Laterza), 2002.

19. Walter Benjamin, *L'Œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique*, 1936.

furent donc incomparablement moins radicaux en Italie que dans les autres régimes totalitaires. De Felice concluait à propos de Mussolini : « Il œuvra dans le sens d'une concentration absolue du pouvoir dans l'État et d'une politisation totale de la société civile, mais, là encore, tout cela fut fait dans une perspective qui n'avait pas grand-chose à voir avec celle du nazisme ou avec celle du stalinisme²⁰ ». Emilio Gentile n'en a pas moins confirmé le caractère totalitaire d'un régime cochant plus ou moins fortement toutes les cases de la définition canonique, par ailleurs fort remise en question depuis les années 1970.

Pour l'homme nouveau, on peut s'appuyer sur le travail de Marie-Anne Matard-Bonucci. Sans même évoquer le relatif échec de l'entreprise antisémite du fascisme après 1938, l'ambition de faire naître un « homme nouveau » s'impose dès les années 1920, caractéristique de toute expérience totalitaire. Toutefois en Italie, les historiens considèrent qu'il ne faut pas confondre projet politique totalitaire et contrôle absolu d'une société. Les résistances sont nombreuses et certaines mesures prises par le régime suscitent la dérision. Les consciences n'ont pas été gagnées durablement, ce qui peut aussi expliquer le rapide détachement de la majorité de l'opinion lorsque les conditions ne sont plus favorables.

La France des années 1930 : un fascisme français a-t-il existé ?

La crise multiforme qui secoue la France des années 1930 a été analysée d'un point de vue économique, politique, diplomatique et militaire par Olivier Dard en 1999 (*Les années 30*, Paris (Le Livre de poche)). Inévitablement, la question de l'existence d'un véritable mouvement fascisant — sinon fasciste — a été posée. Certains historiens ont même défendu la thèse d'une France laboratoire du fascisme. Ce fut le cas de Zeev Sternhell (traduit : *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris (Seuil), 1983) et avec des nuances de Michel Dobry (*Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris (Albin Michel), 2004) et de Robert Soucy (traduit : *Fascisme français*, Paris (Autrement), 2004). Ces recherches déclenchèrent une polémique assez forte pour entraîner la publication d'une somme de travaux sous la direction de Serge Berstein et Michel Winock réunissant un impressionnant aréopage et écrite dans un style de combat : Jean-Pierre Azéma, Steven Englund, E. Gentile, Rainer Hudemann, Jean-Noël Jeanneney, Jacques Julliard, M.-A. Matard-Bonucci, Alain-Gérard Slama, Jean-Paul Thomas et Paul Thibaud (*Fascisme français ?*, (CNRS), 2014). Dès 2006, Daniel Bermond dans le mensuel *L'Histoire*, proposait au grand public un état des lieux historiographique (« Fascisme à la française », septembre 2006, n° 312). La question demeure cependant ouverte.

La crise de 1929 est-elle responsable de la montée des totalitarismes, puis de la guerre ?

En 1983, René Rémond avait affirmé que « *Mein Kampf* n'est pas un manifeste économique contre le chômage. La guerre a été l'expression d'une volonté de puissance [...] elle est sortie — pour beaucoup — de l'ambition hégémonique d'un homme et d'une doctrine de haine » (*L'Histoire* n° 58). La nuance est dans le « pour beaucoup ». Henry Rousso (« Le grand capital a-t-il soutenu Hitler ? », *Les Collections de L'Histoire*, n° 18, p. 48-53) et Olivier Wieviorka (« La crise qui porta Hitler au pouvoir », *Marianne-L'Histoire*, mars-avril 2009, hors-série, p. 53-55) rappellent le soutien des grands argentiers et industriels à Mussolini et à Hitler comme un facteur déterminant

20. Renzo De Felice, *Mussolini, il Duce. V Lo Stato totalitario (1936-1940)*, Turin (Einaudi), 1980, p.10.

de leur maintien ou de leur ascension au pouvoir après 1929. La réponse économique des dictatures après 1929 questionne donc les projets politiques de ces régimes dans leur ensemble, étant entendu que la Seconde Guerre mondiale en constitua l'épilogue. Pour l'Allemagne, comme pour l'Italie dans son projet colonial, la prise de nouveaux territoires en s'élançant depuis des autoroutes flambant neuves était-elle un moyen de surmonter les conséquences sociales et surtout politiques délétères de la crise économique par la mise en coupe réglée des conquêtes ? Après tout, le nombre de chômeurs en Italie baissa sensiblement du fait de l'expédition en Afrique ou en Espagne d'une part substantielle de forces vives. L'interventionnisme de l'État dans l'économie à travers les financements de projets industriels, navals ou autoroutiers trouvait sa justification principale, en dehors de combattre le chômage lui-même, dans la préparation des conquêtes futures. Poser la question de la responsabilité de la crise sur la montée des totalitarismes revient à poser celle de la guerre comme d'un remède anticrise. La question mérite d'être posée en cours, car elle permet d'établir un pont logique avec le thème suivant. Régis Bénichi en discuta et conclut que, sans nul doute, les considérations économiques avaient effectivement précipité l'entrée dans la guerre, en Allemagne, mais aussi en Italie, arguant que le fascisme *non vedeva l'ora* de confirmer sa vaillance.

Paradoxalement, si la crise fut durable dans les trois principales démocraties, le système politique libéral tint bon néanmoins. En France cependant, des revendications politiques des extrêmes bloquèrent les mesures fortes qui s'imposaient et que l'instabilité gouvernementale et les tiraillements idéologiques des majorités empêchaient. De la défiance grandissante de l'électorat jusqu'au constat de l'impréparation matérielle et morale du pays lors de l'entrée en guerre, la crise de 1929 apparaît bel et bien comme la cause de la marche des événements. En Italie et en Allemagne, il faudrait en définitive mesurer les effets politiques de la crise de 1929 à l'aune de la faible profondeur historique de l'adhésion et de la pratique démocratiques dans l'Italie giolittienne et la République de Weimar pour expliquer un renfermement économique et diplomatique dont la guerre constitua l'irréremédiable issue.

Un texte d'un historien contemporain italien, un texte d'un historien contemporain français

Emilio GENTILE, *La grande Italia. Ascesa e declino della nazione nel ventesimo secolo*, Milano (Mondadori), 1999, p. 173-176.

L'azione pedagogica dello Stato totalitario mira a realizzare, nella coscienza e nel carattere delle italiane e degli italiani viventi, una metanoia [radicale conversione] individuale e collettiva, per liberare il popolo italiano delle sedimentazioni di abiti mentali, costumi e tradizioni, che avevano causato l'«eclissi della stirpe» dopo le epoche gloriose della romanità, della cattolicità e della rinascenza. Di fronte a sé, nella concreta vita d'ogni giorno, il fascismo era convinto di avere una popolazione che doveva essere sottoposta a una vera e propria rivoluzione antropologica : bisognava operare nel corpo vivente delle italiane e degli italiani per trasformarli in fascisti integrali, secondo il modello del «cittadino-soldato» credente nella sacralità dello Stato fascista dedicando a esso anima e corpo fino al sacrificio della vita [...] Il fascismo diveniva, così, il fattore decisivo per la formazione di una nuova italianità assumendo il compito di plasmare e forgiare il carattere di uomini e donne secondo il proprio modello di cittadino, fino a proporsi di creare una nuova razza di italiani che sarebbero nati fisicamente e spiritualmente fascisti, portando così a conclusione, a livello addirittura antropologico, l'identificazione della nazione con il fascismo. [...] come esempio [...] può essere citata una circolare del 1937, del ministero dell'Interno, in cui si stabiliva che la tessera del PNF era da considerarsi, a tutti gli effetti, documento equipollente alla carta d'identità. Lo Stato totalitario affidava al partito la funzione del grande pedagogo per creare la nazione fascista, per rigenerare gli italiani educandoli nella fede e nel culto della religione laica della nazione e dello Stato fascista. [...] Tappe della rivoluzione antropologica fascista furono le campagne per la riforma del costume, la polemica antiborghese, e soprattutto l'adozione del razzismo e dell'antisemitismo come ideologia dello Stato. [...] La nazione fu allora formalmente identificata con la razza. Ai giovani fascisti veniva ora insegnato, attraverso il catechismo de Il secondo libro del fascista, che la nazione «è il complesso degli individui della stessa razza... Il popolo è la nazione, quando è compatto nello spirito e nel sangue» [...] L'introduzione del razzismo nell'ideologia dello Stato fascista non era stata un'improvvisazione estemporanea, dettata dalle esigenze dell'alleanza con la Germania nazista, ma era l'approdo di un'elaborazione dell'identità nazionale in termini esclusivamente fascisti che, per la propensione del fascismo stesso a identificare l'ideologia con l'antropologia, non poteva non sfociare, specialmente dopo la conquista dell'impero, nel razzismo. [...] La mentalità rivoluzionaria fascista, pur proclamandosi realistica e antiutopistica, anelava sempre, come nel 1915, a lanciarsi in nuovi «assalti alla storia», disegnando scenari di future epocali sfide di potenza e di civiltà, che solo una nazione di italiani forgiati secondo il modello militaresco fascista del «cittadino-soldato», dedito anima e corpo, come i romani antichi, al culto dello Stato, avrebbe potuto affrontare con speranza di vittoria. [...] Ma la rigenerazione, in verità, era lungi di essere avvenuta e la distanza della realtà degli italiani dal suo ideale di italiano nuovo tormentava Mussolini più di qualsiasi altro progetto totalitario egli coltivasse nella sua immaginazione di rivoluzionario al potere. [...] Ancora nel 1930 tornò alla carica [...] : «Noi dobbiamo scrostare e polverizzare, nel carattere e nella mentalità degli italiani, i sedimenti depositi da quei terribili secoli di decadenza politica, militare, morale, che vanno dal 1600 al sorgere di Napoleone. È fatica grandiosa. Il Risorgimento non è stato che l'inizio, poiché fu opera di troppo esigue minoranze ; la guerra mondiale fu invece profondamente educativa. Si tratta ora di continuare, giorno dopo giorno, in quest'opera di rifacimento del carattere degli italiani».

Serge BERSTEIN, « La Rocque, les Croix-de-Feu et le fascisme français. L'imposture Sternhell », in *Fascisme français*, Paris (Perrin), 2020, p. 255-261.

Si La Rocque n'est pas fasciste, peut-on le considérer comme un « républicain » ? Il est clair que, pour la tradition née au début de la III^e République, on n'est républicain que si on considère que le Parlement, représentant légitime de la souveraineté nationale, détient la prééminence dans les institutions et se soumet au gouvernement, le chef de l'État n'ayant qu'un rôle protocolaire. Toutefois, un courant qui prend de l'importance dans les années trente juge que cette pratique conduit à l'instabilité gouvernementale et, partant, à l'impuissance politique, à une période où les crises de tous ordres menacent le pays et réclament une réforme de l'État dont l'aspect essentiel résiderait dans le renforcement du pouvoir exécutif. C'est dans ce courant, illustré par Charles Benoist, Alexandre Millerand, André Tardieu que se situe La Rocque. Le projet institutionnel du PSF publié en 1936 prévoit un renforcement des pouvoirs du président de la République qui désignerait le président du Conseil et, en accord avec celui-ci, les ministres, et posséderait le droit de dissolution et de message. En revanche, le Parlement verrait ses prérogatives limitées [...]. Le suffrage universel serait élargi par l'instauration du vote des femmes et du vote familial, et la représentation proportionnelle introduite pour tous les scrutins... La Rocque réclame donc des « changements dans la Constitution et non un changement de Constitution ». [...]

La seconde question porte sur le mot d'ordre du PSF « Social d'abord » (par opposition au « Politique d'abord » de l'Action française de Maurras), dans lequel certains ont voulu voir la volonté de créer un corporatisme d'État sur le mode du fascisme italien. Parti de masse interclassiste mais recrutant majoritairement dans la classe moyenne, son but est l'union des classes sociales dans une communauté d'intérêts par opposition à la vision marxiste de la lutte des classes. Son inspiration est clairement celle du catholicisme social tel qui est exprimé [...] en 1931 par l'encyclique *Quadragesimo Anno* de Pie XI. Dans cette optique, le « Social d'abord » repose sur la défense de la famille, sur le souci de la protection sociale des travailleurs contre les excès du capitalisme et surtout sur sa grande revendication, la « profession organisée », forme de corporatisme qui se distingue du modèle autoritaire et étatiste du corporatisme instauré en Italie fasciste ou en Allemagne nazie par la liberté d'organisation et d'action laissée aux professions. [...] En dehors du champ socio-politique, le « Social d'abord » s'exprime également par la profusion des organisations caritatives de tous ordres destinés à répondre aux multiples problèmes suscités par les crises qui frappent la France à l'époque et dont les bénéficiaires viennent de tous les horizons. [...] Sans doute ce parti de droite jugé conservateur est-il opposé par principe au Front populaire et à son action, mais il se montre favorable aux conventions collectives et à la création des délégués du personnel. Après une réaction hostile, il se rallie finalement aux 40 heures et prend clairement position pour les décrets-lois Reynaud de novembre 1938. Finalement, son double rejet du libéralisme économique et de l'étatisme, son refus du planisme, un certain conservatisme, son refus de la lutte des classes l'inclinent à une modération grandissante et le poussent à une intégration au système politique de la III^e République que remet en cause la défaite de 1940.

Orientations pour la mise en œuvre

Place du thème dans la scolarité des élèves et dans le programme de terminale Esabac

Le dernier thème du programme de première Esabac conclut l'étude de la Première Guerre mondiale par la montée des totalitarismes, en particulier le fascisme, du *Biennio Rosso* à la Marche sur Rome, en n'oubliant ni l'expédition de Fiume, ni le culte civique des *Caduti*, avec l'inhumation du soldat inconnu (*milite ignoto*). Le thème premier de l'année de terminale insiste sur l'affirmation des totalitarismes et invite également à analyser le cas de l'Italie fasciste avec le pivot de 1925.

L'enseignant s'appuie sur les acquis du collège. En classe de 3^e, les élèves ont abordé les « démocraties fragilisées et expériences totalitaires dans l'Europe de l'entre-deux-guerres », sans nécessairement traiter de l'Italie fasciste et en étant centrés sur la problématique d'une Europe en crise. Et, puisqu'en fin de première, les élèves ont étudié la Première Guerre mondiale, en arrivant en terminale, ils ont présent à l'esprit que les sociétés sont meurtries et violentées. Le contexte de crises est donc assimilé et facilite l'étude de leur impact.

Comment mettre en œuvre le thème avec les élèves ?

Les indications suivantes sont des suggestions de mise en œuvre qui ont pour point commun de proposer l'analyse de discours et d'images. L'exhaustivité n'étant ni possible ni requise, la mise en œuvre peut être conduite dans l'esprit du programme binational : il est possible de privilégier les pistes problématiques soulevées ci-dessus sur les cas italien et français, à condition de contextualiser plus largement et de les définir par des notions clefs, puis de les dynamiser intellectuellement par les questionnements historiographiques évoqués plus haut. Ce sera l'occasion de travailler des sources variées et d'y appliquer les finalités culturelles, intellectuelles et civiques, ainsi que les méthodes et capacités-clefs énoncées par le programme. Chaque proposition précise les notions à maîtriser, car le programme de l'Esabac vise à mettre en évidence le lexique spécifique à acquérir en histoire et à pouvoir le réemployer à bon escient. L'étude des documents proposés entraîne à savoir lire et comprendre un document autour d'un **questionnement historique** que l'élève doit savoir s'approprier en s'aidant justement des notions assimilées.

Enfin, les réponses à apporter à ce questionnement doivent être élaborées en vérifiant des hypothèses sur la situation historique étudiée. L'esprit critique s'exerce à plein. En somme, il s'agit d'utiliser une approche historique pour mener une analyse ou **construire une argumentation**.

Nulle exhaustivité donc, mais un cadrage chronologique et géographique permanent et une problématisation forte devraient aider à traiter un thème si riche dans un temps raisonnable, pour que les élèves abordent le thème suivant sur la Seconde Guerre mondiale suffisamment armés.

On peut y consacrer quatorze heures.

Axe 1 – France et Italie face au défi des crises dans l’entre-deux-guerres : la crise économique et politique

Suggestion de support documentaire : le débat sur les choix économiques efficaces pour un règlement de la crise peut être abordé : de la politique de déflation aux collectivisation et planification stalinienne, en passant par le keynésianisme et le dirigisme fasciste puis nazi et le protectionnisme. Plus précisément, c’est sur la notion d’autarcie, particulièrement défendue en régime totalitaire, que l’on peut s’attarder. Il est possible de proposer un questionnement de fond sur ce qui peut apparaître comme une utopie économique. Ce dirigisme et ce renfermement de l’économie italienne sur elle-même sous le coup du passif post-Première Guerre mondiale, puis de la crise de 1929 et enfin des opérations en Éthiopie et en Espagne, peuvent être illustrés par l’étude des chiffres du revenu national et des indices dans le tableau traduit d’après C. Vannutelli, cité dans Jacques Néré, *La crise de 1929*, Paris (Armand Colin), 1971, p.197.

Indici industriels dell’Italia tra l’anno 1929 e l’anno 1938	Reddito nazionale (espresso in lire del 1938)		Indice della produzione industriale	Indice dell’impiego industriale (1938=100)	Indice dei prezzi all’ingrosso
	Totale (milioni)	Per capita			
1929	124 621	3 079	90	90	100
1930	116 024	2 845	85	88	90
1931	116 019	2 823	77	80	78
1932	120 575	2 916	77	71	73
1933	119 369	2 868	82	72	67
1934	118 523	2 829	80	75	65
1935	129 672	3 075	86	85	72
1936	128 280	3 022	86	86	80
1937	137 995	3 228	100	94	94
1938	137 877	3 201	100	100	100

Au cœur des batailles économiques lancées par un régime converti au dirigisme, le programme suggère de se focaliser sur la bataille du blé. L’analyse d’une affiche de propagande italienne, confrontée à des équivalents nazi et soviétique, permet de mettre en évidence ce sujet²¹. Les films de propagande tournés à l’époque pour la promotion de la politique économique, des « batailles » jusqu’aux *mostre* vantant l’« *autarchia* », peuvent servir de support à des critiques de documents, riches d’enseignements. L’istituto LUCE fournit de nombreux supports possibles, en proposant une [sélection de films exploitables sur ce thème](#).

L’affiche italienne précédemment choisie pourrait être comparée à une photographie de Mussolini se mettant en scène au milieu des paysans, confirmant ainsi bien le propos. Les affiches disponibles autour de la bataille du blé sont nombreuses, y compris dans leurs déclinaisons régionales et leurs diverses circonstances (*concorsi*, *mostre*, etc.) Les unes du *Corriere della Domenica* mettent en avant Mussolini lui-même portant le fagot d’épis. Cette étude pourrait être complétée par la scène finale du film

21. Le site Rai Play propose également une [série de vidéos](#) sur le régime fasciste.

de Carmine Gallone, *Scipione l'Africano* (1937), qui reçoit la coupe Mussolini à la Mostra de Venise la même année. Le court extrait des deux dernières scènes du film (moins de deux minutes) donne à voir le retour triomphal d'Afrique des navires de Scipion et la liesse sur le forum, sur fond sonore de la musique très verdienne d'Ildebrando Pizzetti. La dernière scène montre le dirigeant romain retrouver ses pénates ruraux et ordonner : « *e domani, con l'aiuto degli dei, comincerà la semina* ». Les premières images du film *Scipione l'Africano* permettent également d'étudier l'analogie entre la défaite romaine de Cannes (216 av. J.-C.) et l'esprit de revanche des contempteurs de la « victoire mutilée ».

Une deuxième option est possible. On peut utiliser la mise en valeur de *l'Agro Pontino* ou d'autres réalisations de bonification et de fondation de villes nouvelles en Sardaigne et dans le Frioul. Elles offrent une richesse d'analyse des spécificités économiques plus importante que la seule agriculture en évoquant la politique des grands travaux (en incluant l'industrie et l'urbanisme). On peut s'arrêter sur l'exemple qu'offre la ville de Torviscosa, « *città dell'autarchia* », dédiée à cette politique et ayant fait l'objet d'une exposition et d'une publication richement documentée. Une ouverture bienvenue sur l'architecture fasciste permettrait de sensibiliser les élèves à cet aspect prégnant de la propagande du régime et qui a laissé, à l'instar des cités pontines, des *Case del Fascio* ou de l'EUR, de nombreux témoignages dans la péninsule.

L'étude de la cité peut constituer un fil rouge au long du programme, puisque Torviscosa a été le lieu d'implantation d'un camp de travail durant la Seconde Guerre mondiale (thème 2) et a connu après-guerre un développement typique de l'industrialisation du *miracolo economico* (thème 4).

Les liens utiles sont les suivants :

- Lorena Zuccolo, [Torviscosa. Città del Novecento](#), (Pro Torviscosa), 2019 [qui propose aussi un choix d'affiches sur la « bataille du blé »].
- Massimo De Sabbata, « [Torviscosa : una città per la "difesa economica della nazione" ?](#) », intervention au colloque d'Aiello del Friuli du jeudi 30 mars 2023.

L'adresse de Mussolini à l'IRI de 1938, brève mais utilisant les termes de dirigisme et d'autarchie, peut constituer une étude plus ramassée. On peut introduire aussi l'idée d'un renforcement du contrôle totalitaire à travers le corporatisme défendu par le régime. Finalement, cette problématique de l'adaptation du régime à la crise pose celle de son rapport au capitalisme dans les solutions proposées et, ce faisant, à sa nature révolutionnaire antibourgeoise.

Suggestion de support documentaire : pour travailler sur les choix économiques du régime, sur les thématiques de l'IRI, des Corporations ou de l'autarchie, les archives de l'État donnent accès à des [documents numérisés](#). On peut notamment s'appuyer sur le discours de Benito Mussolini au Conseil national des Corporations le 14 novembre 1933 et sur la communication du dirigeant au Comité Permanent du Blé le 21 novembre 1933.

Sur le plan notionnel, on peut retenir : *Agro pontino - autarchia - autosufficienza - battaglia del grano - bonifica integrale - collettivizzazione - corporazioni - deflazione - depressione - dirigismo - disoccupazione - espediente (politique déflationniste) - intervento statale - keynesianismo - nazionalizzazioni - pianificazione - propaganda - protezionismo - svalutazione - valore della moneta*

Pour traiter des soubresauts de la démocratie française dans les années trente sous les effets de la crise de 1929, et afin de coordonner le travail des capacités

méthodologiques du questionnement historique et de l'argumentation avec la séquence consacrée à la même problématique pour l'Italie fasciste, une affiche ou un tract peuvent être utilisés. Ils ne manquent pas pour la période.

Suggestion de support documentaire : l'affiche de 1934 du Centre de propagande des Républicains nationaux propose un visuel et un texte dans lesquels les élèves peuvent déceler les origines économiques et politiques de la crise institutionnelle. Ce document illustre la revendication de réforme des institutions républicaines, dans une direction nettement anti parlementaire au profit du présidentielisme, compris comme un système gagnant en efficacité et en stabilité pour juguler la dépression et la corruption supposée des élites politiques.

Sur le plan notionnel, on peut retenir : *antiparlamentarismo — crisi — instabilità — liberalismo — presidenzialismo — presidente del Consiglio dei ministri — regime — riforma costituzionale*

Axe 2 — Affirmation et évolutions du totalitarisme, en particulier en Italie

Il est possible de se saisir du meurtre de Matteotti (16 août 1924) pour démontrer aux élèves la véritable nature du régime fasciste, qui doit assumer sa propre violence politique face à la remontée des résistances antifascistes.

Suggestion de support documentaire

On pourra expliquer le tournant de 1925 en se basant sur les résultats électoraux faisant apparaître l'importance décisive de la loi Acerbo instituant le *listone*.

Elezioni		16 nov.1919	15 maggio 1921	6 aprile 1924
PCI		156	15	19
PSI	Unitari		122	24
	Massimalisti			22
Socialisti indep.		21	25	10
PPI		100	100	39
Repubb. Radicali		70	60	7
Liberali	Giolitti	75	80	15
	Conservatori con Salandra	60	40	LISTONE : 374
Nazionalisti		-		
PNF		-	10	

(d'après Bernard Droz, Anthony Rowley, *Histoire générale du XX^e siècle. I : jusqu'en 1939. 1. Déclins européens*, Paris (Seuil), 1986, p.250).

On pourra alors analyser la caricature très connue du 22 juin 1924, donc avant la découverte du corps et les lois fascistissimes de 1926 : il existe encore un espace de liberté d'expression. Cette caricature est publiée dans *Il becco giallo* et montre un [Mussolini obtus assis sur le cercueil de Matteotti](#).

Il est possible de pousser plus avant l'analyse de la nature totalitaire du régime par l'étude du *Foro Mussolini*, aujourd'hui *Foro Italico* de Rome, dans la perspective de l'éducation sportive de la jeunesse pour construire l'« homme nouveau ». Les visites des dirigeants étrangers sur les lieux peuvent introduire en même temps le dernier axe sur la politique étrangère des totalitarismes.

Suggestion de support documentaire

Un exemple de film d'archive sur les grands travaux mussoliniens peut être trouvé sur le site [Archivio Luce](#) et sur le [site de la RAI](#).

Les lois raciales de 1938 se comprennent dans ce contexte. Une étude peut être proposée. Elle peut reposer sur une archive juridique, un témoignage ou un éclairage par le travail d'un historien. Il est possible de constituer un petit dossier combinant ces trois types de sources, qui permettrait de proposer un « atelier de l'historien » pour réfléchir en même temps à l'écriture de l'histoire, dans un cadre marqué par la mémoire et présent dans l'actualité.

Il Giardino dei Finzi Contini, adaptation de Vittorio De Sica de 1970, offre une possibilité de travail sur une œuvre de fiction. La libre adaptation cinématographique du roman de Giorgio Bassani de 1962 rend parfaitement l'atmosphère d'insouciance qui règne dans les classes supérieures de la société chez les Italiens de confession juive avant les lois raciales de 1938. La scène-clef qui peut être exploitée, après avoir présenté le style de vie des personnages et leur sécularisation avancée, se déroule au mitan du film. Le personnage principal de Giorgio, qui est juif, entend le vendeur de journaux crier que l'État renforce drastiquement les mesures de ségrégation. Inquiet, il s'en ouvre à son père, membre du PNF, en avançant le détail des mesures restrictives adoptées à l'encontre des juifs. La réaction incrédule du père renforce l'idée que leur analyse de la situation est irrationnelle. Les élèves peuvent l'expliquer par l'assimilation avancée des Italiens juifs et leur accoutumance à un régime qui avait laissé penser, en intégrant certains dans ses rangs, que leur acceptation était tolérée, sinon normalisée.

Suggestion de support documentaire

- La documentation juridique est disponible en ligne : sur le site du gouvernement italien pour l'ensemble des [leggi antiebraiche](#) ; sur le site de l'assemblée législative d'Émilie-Romagne pour la [loi du 17 novembre 1938](#).
- La RAI propose deux reportages faisant appel à des témoins. Ils sont assez longs et nécessiteront sans doute d'en sélectionner des extraits : « [Le leggi razziali e la testimonianza di Liliana Segre](#) » (2018, 28 min) ; « [Lia Levi : le leggi razziali mi tolsero la dignità](#) » (2018, 10 min).
- De façon très condensée, une minute de résumé du documentaire « *1938 Diversi* », de Giorgio Treves, de 2018, présenté à la Mostra de Venise, est proposée sur le site [euronews](#). La bande annonce de deux minutes est en ligne sur le site des [Rendez-vous de l'Histoire](#) (avec un extrait de l'interview de Michele Serfatti)
- Michele Serfatti, spécialiste de la question, propose une [bibliographie disponible en ligne](#).
- Une étude de cas peut être proposée, par exemple sur les expulsions de professeurs juifs dans le milieu universitaire florentin. Le site *Storia di Firenze* y consacre une [page dédiée](#), qui propose d'approfondir l'enquête sur des cas particuliers.
- *Il Giardino dei Finzi Contini*, de 1970, disponible en DVD chez M6 Vidéo.

Sur le plan notionnel, on peut retenir : *antisemitismo - autoritarismo - Balilla - Biennio rosso - Concordato - conservatismo - dittatura - genocidio - leggi fascistissime - leggi razziali - liberalismo giolittiano - listone - partito unico - patti Lateranensi - razzismo - rivoluzione fascista - secessione dell'Aventino - segregazione - totalitarismo - uomo nuovo - Ventennio*

Axe 3 – L’alliance des dictatures

- Si la question coloniale est abordée dans le thème 3 de première, il semble judicieux d’y revenir dans le cas de la politique extérieure du fascisme, tant sa place est grande dans la propagande (*L’Italia imperiale*), les moyens consentis (militaires, moyens génocidaires et investissements dans les infrastructures) et ses répercussions historiques (mort de Balbo, opérations nord-africaines durant la Seconde Guerre mondiale). Surtout, l’empire colonial permet d’affirmer le régime à la hauteur du prestige géopolitique et protocolaire des démocraties (le roi-empereur à l’instar du souverain anglais) et du projet de conquête de l’espace vital de l’allié nazi, singulièrement après l’achèvement des opérations en Éthiopie, du rejet de la SDN et de l’aide massive apportée aux phalangistes en Espagne (1936-1938). Enfin, les rapports, parfois ambigus, du fascisme avec ses sujets de couleur offre un point de vue intéressant pour comprendre les spécificités du racisme fasciste et introduire la question de l’antisémitisme, avec ou sans rapport avec le rapprochement avec l’Allemagne nazie à la même époque. Le film *Il Cattivo poeta*, de Jodice Gianluca, de 2021, peut être exploité de ce point de vue.
- Afin d’argumenter le rapprochement germano-italien de 1936-1937, y compris comme cause du renforcement brutal de la persécution antijuive du régime fasciste, on pourra exploiter les premières minutes du film d’Ettore Scola, *Una Giornata particolare* : la réception officielle d’Hitler à Rome de 1938 rivalise de faste avec celle de Berlin l’année précédente, comme le montrent les images d’archives utilisées en prélude du film.

Suggestion de support documentaire

- Une explication argumentée mais synthétique sur la bataille de Guadalajara en 1937 pendant la guerre civile espagnole : Valentina Catelan, « [Incontro tra fascisti e antifascisti italiani durante il conflitto spagnolo: la battaglia di Guadalajara](#) », *Diacronie*, N° 7, 3 | 2011, documento 21.
- « [Faccetta nera](#) » : un enregistrement d’époque avec sous-titres de cette chanson fasciste sur la conquête de l’Éthiopie est disponible en ligne. Voir aussi : Luca Di Dio, Rosella Bellagamba, *Senti che Storia ! Storia d’Italia attraverso le canzoni*, (Eli ed.), 2011 +1CD. Le site l’histgeobox propose une [analyse historique](#) de cette chanson.
- *Il Cattivo poeta*, de Jodice Gianluca, de 2021, disponible en DVD chez Rai cinema.
- *Una Giornata Particolare*, de 1977, disponible en DVD chez Surfvideo/Editoria elettronica home video.

Sur le plan notionnel, on peut retenir : *falange - franchismo - Guerra civile spagnola - imperialismo - impero coloniale - marina militare - spazio vitale*

Repères chronologiques France-Italie, 1924-1939

Année	Italie fasciste	France	Événements internationaux communs
1924	Juin-août disparition et mort de Matteotti après avoir dénoncé les effets du <i>Listone</i> de la loi Acerbo (18 novembre 1923)	Juin, victoire du Cartel des gauches (jusqu'en juillet 1926)	
1925	Fin de la politique déflationniste de De Stefani ; 20 juin, annonce du début de la « Bataille du blé » ; <i>Manifesto degli intellettuali fascisti</i> de Gentile ; 31 décembre, lois « fascistissimes » (sur la presse)		
1926	Suite des lois « fascistissimes » (31 janvier et 3 avril, permettant de destituer le parlement, OVRA, Tribunal spécial de défense de l'État, constitutionnalisation du Grand Conseil fasciste) ; loi sur les Corporations	Juillet, gouvernement d'union nationale (jusqu'en juillet 1929)	
1927			
1928	Début de l'assèchement de l' <i>Agro Pontino</i> (fin officielle de la mise en valeur en 1932) ; 27 février, lois « fascistissimes » (fin) sur la réforme de la représentation politique instituant la liste unique de 400 « candidats »		
1929	11 février, Accords du Latran avec le Saint-Siège		24 octobre, « Jeudi Noir », krach de Wall Street
1930	<i>Dottrina del fascismo</i> de Gentile et Mussolini		
1931	29 juin, encyclique <i>Non abbiamo bisogno</i>		
1932		Juin, victoire du Cartel des gauches (jusqu'en février 1934)	
1933	Janvier, création de l'IRI		
1934	Mise en place des 22 Corporations	Janvier, Affaire Stavisky ; 6 février, émeute des ligues d'extrême-droite à Paris, gouvernement d'union nationale, puis gouvernements de centre gauche (jusqu'en juin 1936)	Mussolini prend contact avec le mouvement monarchiste espagnol <i>Renovacion</i>

Année	Italie fasciste	France	Événements internationaux communs
1935	Début des travaux de l'EUR		11-14 avril, Conférence franco-italienne de Stresa pour le maintien du statu quo en Europe ; 18 juin, Traité naval germano-britannique (qui limite la portée de Stresa) ; 3 octobre, invasion de l'Éthiopie (fin officielle de la conquête : 9 mai 1936)
1936	Bottai en charge de l'Instruction	Novembre, Affaire Salengro ; mai, Victoire du Front populaire (jusqu'en avril 1938) ; grèves et occupations d'usines, 7-8 juin, Accords de Matignon	Condamnations franco-britanniques et sanctions de la SDN contre l'invasion italienne de l'Éthiopie ; août, politique de non-intervention en Espagne de la France ; 1 ^{er} novembre, Axe Rome-Berlin ; novembre, intervention italienne en Espagne
1937	Apparition officielle de la politique de l'Autarcie		Mars, défaite italienne à Guadalajara ; appui matériel officieux de la France aux Républicains espagnols ; 28 septembre, visite de Mussolini à Berlin
1938	<i>Manifeste de défense de la race</i> et revue <i>Difesa della razza</i> ; 17 novembre décret-loi des <i>Leggi razziali</i> ; novembre, inauguration de la <i>Mostra autarchica del Minerale italiano</i> au Circo Massimo	Avril, E. Daladier, président du Conseil	Mars, <i>Anschluss</i> ; 16 avril, Accords de Pâques anglo-italien sur la Méditerranée ; 7 mai, Hitler en visite à Rome ; 30 septembre, Accords de Munich (Mussolini, facilitateur)
1939	19 janvier, institution de la Chambre des Faisceaux et des Corporations, supprimant la Chambre des députés ; exil de Fermi		Février, accords Bérard-Jordana : la France reconnaît Franco ; 22 mai, Pacte d'Acier ; 1 ^{er} septembre, l'armée allemande envahit la Pologne

Références bibliographiques et sitographiques

- Emilio GENTILE, *Fascismo. Storia e interpretazioni*, Rome-Bari (Laterza), 2002.
- Emilio GENTILE, « La vraie nature du fascisme italien », *L'Histoire* n° 291 (octobre 2004), p. 91-99.

Ouvrages spécifiques sur chaque axe

Axe 1 – France et Italie face au défi des crises dans l'entre-deux guerres : la crise économique et politique

- Serge BERSTEIN, *La France des années 30*, Paris (Armand Colin), 2011.
- Serge BERSTEIN, *Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes au XX^e siècle*, Paris (Hatier), 2014.
- Serge BERSTEIN, Michel WINOCK (dir.), *Fascisme français*, Paris (Perrin), 2020.
- Catherine BRICE, *Histoire de l'Italie*, Paris (Hatier), 1992.
- Jacques BRASSEUL, *Petite histoire des faits économiques*, Paris (Armand Colin), 2022, p. 202-242.
- Valerio CASTRONOVO (dir.), *Storia dell'IRI 1933-1948, 1. Dalle origini al Dopoguerra*, Bari (Laterza), 2012.
- Olivier DARD, Didier MUSIEDLAK, Éric ANCEAU (dir.), *Être nationaliste à l'ère des masses en Europe (1900-1920)*, Lausanne (Peter Lang), 1998.
- Olivier DARD, *Les années 30*, Paris (Le Livre de poche), 1999. Le site canal-u.tv propose une [vidéo](#) dans laquelle Olivier Dard brosse en une heure un large tableau de la crise des années trente.
- Elena DUNDOVICH, Francesca Gori, *Les petites Italies dans le monde*, Rennes (PUR), 2007, p. 211.
- Riccardo FAUCCI, « Appunti sulle istituzioni economiche del tardo fascismo, 1935-1943 », *Quaderni Storici* « l'economia italiana nel periodo fascista », 10, n° 29/30 (2/3), mai-décembre 1975, p. 607-630.
- Frédéric FREIGNEAUX, « La Cagoule. Enquête sur une conspiration d'extrême-droite », *L'Histoire*, octobre 1992, n° 159.
- Bernard GAZIER, *La crise de 1929*, Paris (PUF), 2008.
- Bernard HAUTECLOQUE, *La République face à la rue. II (1929-1936) Les Journées de Février 1934*, Paris (éditions du Félin), 2023.
- Jean-Noël JEANNENEY, « Archives : Stavisky s'est-il suicidé ? », *L'Histoire*, février 2001, n° 251, p.42.
- Frédéric LE MOAL, *Histoire du fascisme*, Paris (Perrin), 2018.
- Pierre-Jean MARTINEAU, « Comment finissent les démocraties », *L'Histoire*, avril 2003, n° 275, p.54-57.
- Pierre MILZA, « Les Italiens, le fascisme et Mussolini », *Les Collections de l'Histoire*, janvier-mars 2011, n° 50, p. 39-48.
- Jacques NERE, *La crise de 1929*, Paris (Armand Colin), 1971.
- Robert O. PAXTON, Julie HESSLER, *L'Europe au XX^e siècle*, Paris (Tallandier), 2011 (chapitre IX consacré à la Grande Dépression p. 279-314).

- René RÉMOND, *Les Droites en France*, Paris (Aubier-Montaigne), 1982.
- Jean-Pierre RIOUX, « Les espoirs déçus du Front populaire », *L'Histoire*, avril-juin 2005, Collections n° 27.
- Luciano SEGRE, *La «battaglia del grano». Depressione economica e politica cerealicola fascista*, (CUEM), 2017 (1^{re} publication 1984).
- Jean-François SIRINELLI (dir.), *Histoire des droites en France*, Paris (Gallimard), 1992, 3 vol.
- Danielle TARTAKOWSKY, « [L'antiparlementarisme des années 30](#) », *Histoire par l'image*, septembre 2011.
- Jean VIGREUX, *Histoire du Front populaire – 1936, l'échappée belle*, Paris (Tallandier), 2016.

Axe 2 – Affirmation et évolutions du totalitarisme, en particulier en Italie : la date pivot de 1925

- Giulia ALBANESE et al., « La révolution fasciste », *Les collections de l'Histoire*, janvier-mars 2022, n° 94.
- Luca ACQUARELLI, « [Esthétisation de la politique et diagrammes de force du pouvoir : la propagande fasciste](#) », in Luca Acquarelli (dir.), *Au prisme du figural*, Rennes (PUR), 2015, p. 69-95.
- Catherine BRICE, « " Croire, obéir, combattre ". La religion fasciste », *L'Histoire*, avril 2002, n° 264, p. 16.
- Philip V. CANNISTRARO, *La fabbrica del consenso - Fascismo e mass media*, Rome (Laterza), 1975.
- Renzo DE FELICE, *Storia degli ebrei italiani sotto il fascismo*, Turin (Einaudi), 1972.
- Renzo DE FELICE, *Mussolini, il Duce. V- Lo Stato totalitario (1936-1940)*, Turin (Einaudi), 1980.
- Olivier Forlin, « [L'historiographie française du fascisme et de l'antifascisme italiens](#) », *Histoire Politique*, 2017, 32.
- Marcel GAUCHET, *L'avènement de la démocratie III – À l'épreuve des totalitarismes (1914-1974)*, Paris (Gallimard), 2017.
- Emilio GENTILE, « La vraie nature du fascisme italien », *L'Histoire*, octobre 2004, n° 291, p. 91-99.
- Emilio GENTILE, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris (Gallimard), 2004 (publié révisé dans Serge Berstein, Michel WINOCK (dir.), *Fascisme français*, Paris (Perrin), 2020)
- Marie-Anne MATARD-BONUCCI, *Totalitarisme fasciste*, Paris (CNRS éditions), 2018.
- Pierre MILZA, « Le scandale De Felice », *L'Histoire*, septembre 1999, n° 235, p. 40.
- Pierre MILZA, « Les Italiens ont-ils adhéré ? La question du consensus », *L'Histoire Collection*, janvier-mars 2022, n° 94, p.109-113.
- Didier MUSIEDLAK, « Italie : la " révision " du fascisme », *L'Histoire*, décembre 1988, n° 117.
- Francesco SACCHI, *Fascismo e antifascismo*, Milan (Feltrinelli), 1962.
- Michele SARFATTI, *Mussolini contro gli ebrei. Cronaca dell'elaborazione delle leggi del 1938*, Turin (Zamorani), 1994.
- Maurizio SERRA, *Le Mystère Mussolini*, Paris (Perrin), 2021.

Axe 3 – L’alliance des dictatures

- Jean-Philippe LUIS, *La guerre d’Espagne*, Toulouse (Milan), 2002.
- Silvia Morosi et Paolo Rastelli, « [Spagna 1936-1939, una guerra per procura \(ma non troppo\)](#) », *Il Corriere della Sera*, 29 août 2019. Bien que la source soit journalistique, elle offre une synthèse rigoureuse et documentée sur les protagonistes des interventions étrangères dans la guerre civile espagnole.